



IMPACT DU CORONAVIRUS SUR L'ECONOMIE MALAGASY Comment le Coronavirus a affecté la situation économique malagasy ?

- 2020-

Plusieurs aspects de la vie économique a été considéré dans ce document. Chaque aspect est traité par la Direction Générale ou Organisme responsable : les recettes en général (fiscales, douanières, revenus issu du tourisme...), la trésorerie publique, l'évolution de la liquidité bancaire, impact sur la croissance économique, impact sur les conditions de vie des ménages et sur la microéconomie des entreprises (résultats d'enquêtes téléphoniques).

Le contenu de ce document a été établi en début du confinement et a été mis à jour conformément aux évolutions des conditions imposées par le dynamisme de la crise. La présente version est celle correspondante à la fin de la crise.

A.	SUR LA TRESORERIE ET LA GESTION DES PAIEMENTS PUBLIQUES :	1
B.	SUR LES RECETTES FISCALES :	1
C.	SUR LES RECETTES DOUANIERES	2
D.	SUR L'EVOLUTION GLOBALE DE LA LIQUIDITE BANCAIRE (très court terme : jusqu'à fin mars 2020)	4
E.	SUR LA CROISSANCE ECONOMIQUE (Simulation Moyen et Long terme).....	6
F.	SUR LES CONDITIONS DE VIE DES MENAGES : Enquête par téléphone Vague1 (1 au 15 Juin) et Vague 2 (août 2020)	8
G.	SUR LA MICROECONOMIE DES ENTREPRISES (Enquête par téléphone Vague1 : 10 juin au 15 juil.2020) ..	10

A. SUR LA TRESORERIE ET LA GESTION DES PAIEMENTS PUBLICS :

Sur le plan de trésorerie et des paiements, si les impacts sur les appétits aux Bons du Trésor et aux taux d'intérêts sont difficiles à évaluer au stade actuel, par contre il est attendu que la pandémie pourrait ralentir le rythme de décaissements pour les raisons suivantes :

- suspension des activités de consultance
- retard de traitement des demandes au niveau des bailleurs, en cas de réduction des effectifs
- glissement des délais de livraison des biens, dans le cas de fournitures importées

B. SUR LES RECETTES FISCALES :

SECTEUR	Pertes en recettes (milliards Ariary)
Tourisme	
<i>Timbres sur visa</i>	20
<i>TVA</i>	4
<i>IR</i>	1
Transport	
<i>TVA+IR</i>	1
Hotellerie	
<i>TVA</i>	11
<i>IR</i>	4
Importation	
<i>DA</i>	5
Zone Franche	
<i>IRSA</i>	22
Sous-total	68
Suspension acompte AIRS 2% à l'export	60
Suspension acompte des secteurs ci-dessus	7
TOTAL	135
PIB	57 786
%PIB	0,23%

Hypothèse :

L'impact prend effet à partir du mois d'avril pour un manque à gagner estimatif de **135 Mds Ariary** (environ 0,23% du PIB).

Les secteurs les plus touchés étant :

- Industrie touristique : Tours opérateurs, Hôtellerie – Restauration ;
- Transport aérien ;
- Entreprises franches (diminution des commandes entraînant le chômage technique)

Sources: Données DGI/DGE- SREs et DGD(importation)

1. MESURES FISCALES PROPOSEES POUR LES SECTEURS IMPACTES PAR LE COVID-19

- Report de l'échéance du paiement de l'Impôt sur les Revenus des entreprises dans les secteurs tourisme, hôtellerie, transport aérien, Entreprises Franches ;
- Suspension à la demande du paiement des acomptes provisionnels bimestriels pour ses secteurs ;
- Accompagnement des entreprises afin de déterminer la formule de chômage technique adaptée afin d'éviter les redressements à posteriori (baisse effectif, réduction masse salariale) ;
- Contrôle fiscal renforcé pour les entreprises qui procèdent à des spéculations sur les prix ou rétention des stocks ;
- Réduction d'impôt pour les dépenses sociales complémentaires engagées dans la lutte contre la maladie.

C. SUR LES RECETTES DOUANIERES

1. Estimation des recettes douanières pour le premier trimestre 2020

La situation du mois de mars pour dix jours ouvrables sur 22 est déjà disponible. La même tendance sera plus ou moins suivie pour la plupart des bureaux de dédouanement jusqu'à la fin du mois. Cependant, pour Ivato et Antanimena, le changement sera brutal étant donné la fermeture de la frontière aérienne avec l'Europe à partir du 20 mars ainsi qu'avec la Chine. Il en résultera notamment la compression des opérations avec l'Europe acheminées vers Ivato-Aéroport ainsi que les groupages de marchandises d'origine Chine. Par contre, les frets acheminés vers Ivato-Mamory seront moins touchés.

Estimation des recettes douanières pour le premier trimestre 2020 (Milliards Ariary)

Bureaux douanes	Jan. -Fév.	1-13 mar	14-31 mar	Sous-total mars	1 ^{er} Trim.	Objectif initial	Gap
Antanimena	22,6	4,7	4,5	9,2	31,8	35,9	- 4,1
Tamatave-Port	235,5	57,0	60,1	117,1	352,6	367,9	- 15,3
Tamatave-Pétrole	117,5	-	58,6	58,6	176,1	203,6	- 27,5
Ivato-Aéroport	7,9	1,5	1,0	2,5	10,3	14,3	- 4,0
Ivato-Mamory	10,3	2,0	1,1	3,1	13,4	12,3	1,1
Antsiranana	2,4	1,9	-	1,9	4,3	8,3	- 4,1
Nosy-Be	3,2	0,3	0,3	0,5	3,7	3,4	0,4
Majunga	11,7	1,3	1,3	2,7	14,3	22,4	- 8,1
Toliary	3,8	0,6	0,4	0,9	4,7	7,6	- 2,8
Tolagnaro	5,2	0,4	0,3	0,7	5,9	7,2	- 1,3
Antsirabe	0,0	0,0	-	0,0	0,0	0,0	- 0,0
Betainomby	0,5	0,3	-	0,3	0,7	0,7	0,1
Autres	1,5	0,1	0,1	0,2	1,7	2,0	- 0,3
Somme	421,9	69,9	127,7	197,6	619,6	685,6	- 66,0

2. Estimation des recettes douanières pour les trois derniers trimestres 2020

Sans aucune visibilité sur l'évolution de l'épidémie due au covid-19 pour le moment, la plupart des pays touchés au stade 3 décrètent le confinement jusqu'à nouvel ordre, autrement dit pour une période complètement indéterminée. Par ailleurs, il est peu probable que les embarquements annulés durant une certaine période soient intégralement rattrapés jusqu'à la fin de l'année. De même, le rythme de production de biens manufacturés en Chine risque d'être perturbé par les confinements des ouvriers. Noter à ce propos, que les marchandises d'origine Chine taxables sont essentiellement constituées de biens intermédiaires ou de biens finis et rarement de PPN. On estime alors jusqu'à 11% de baisse nominale sur les importations. Par ricochet, l'impact sur la performance de chaque bureau des douanes dépendra de l'importance des marchandises d'origine chinoise qui y sont dédouanées, mais allant de -11% à -71%. Enfin, il reste à confirmer auprès de l'Office malgache des hydrocarbures si un rythme moyen de 58 milliards Ariary de recettes pétrolières par mois pourra se maintenir jusqu'à la fin de l'année

Estimation des recettes douanières pour les trois derniers trimestres 2020 (Milliards Ariary)

Bureaux des douanes	2 ^e Trimestre	3 ^e Trimestre	4 ^e Trimestre	Sous-total	Objectif initial	Gap
Antanimena	21,6	25,0	27,1	73,7	134,0	-60,3
Tamatave-Port	357,5	413,8	449,3	1 220,6	1 371,5	-150,9
Tamatave-Pétrole	174,0	174,0	174,0	522,0	538,9	-16,9
Ivato-Aéroport	3,0	3,5	3,8	10,3	53,6	-43,4
Ivato-Mamory	12,0	13,9	15,1	40,9	46,0	-5,1
Antsiranana	8,1	9,4	10,2	27,7	31,1	-3,4
Nosy-Be	3,2	3,6	3,9	10,7	12,0	-1,3
Majunga	20,0	22,0	23,5	65,5	73,6	-8,1
Toliary	7,4	8,5	9,3	25,1	28,3	-3,1
Tolagnaro	6,2	6,6	7,0	19,9	22,3	-2,5
Antsirabe	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,0
Betainomby	0,6	0,7	0,8	2,2	2,5	-0,3
Autres	0,5	0,6	0,6	1,7	7,6	-5,9
Somme	614,0	681,7	724,7	2 020,5	2 321,6	-301,1

Récapitulation (Milliards Ariary)

Bureaux des douanes	Projection	Objectif initial	Gap	Taux de réalisation
Antanimena	105,5	170,0	-64,4	62%
Tamatave-Port	1 573,3	1 739,4	-166,1	90%
Tamatave-Pétrole	698,1	742,5	-44,4	94%
Ivato-Aéroport	20,6	68,0	-47,4	30%
Ivato-Mamory	54,3	58,3	-4,0	93%
Antsiranana	32,0	39,5	-7,5	81%
Nosy-Be	14,4	15,4	-1,0	94%
Majunga	79,9	96,0	-16,2	83%
Toliary	29,9	35,8	-5,9	83%
Tolagnaro	25,7	29,5	-3,8	87%
Antsirabe	0,1	0,1	0,0	85%
Betainomby	2,9	3,1	-0,2	93%
Autres	3,4	9,6	-6,2	36%
Somme	2 640,1	3 007,2	-367,1	88%

D. SUR L'EVOLUTION GLOBALE DE LA LIQUIDITE BANCAIRE (très court terme : jusqu'à fin mars 2020)

L'évolution saisonnière de la liquidité a été perturbée depuis le second semestre de l'année 2019 où il a été enregistré : (i) un ralentissement des dépenses publiques et (ii) des ventes nettes de devises par BFM sur le MID pour une contrevaletur totale de 256,1 milliards Ariary sur les quatre derniers mois de l'année, en raison des excédents de demandes sur ce marché.

Ainsi, entre septembre et novembre 2019, la liquidité a fléchi de 74,0 milliards Ariary et sans les opérations d'injection par BFM, les banques auraient fait face à des soldes de trésorerie disponible négatifs jusqu'à la fin de l'année (-73,3 milliards Ariary ou -6,4% des réserves obligatoires à fin 2019).

Les injections de liquidité par BFM ont détendu la trésorerie des banques pour dégager une position moyenne au niveau du système de 113,4 milliards Ariary ou 9,9% des réserves obligatoires à fin 2019.

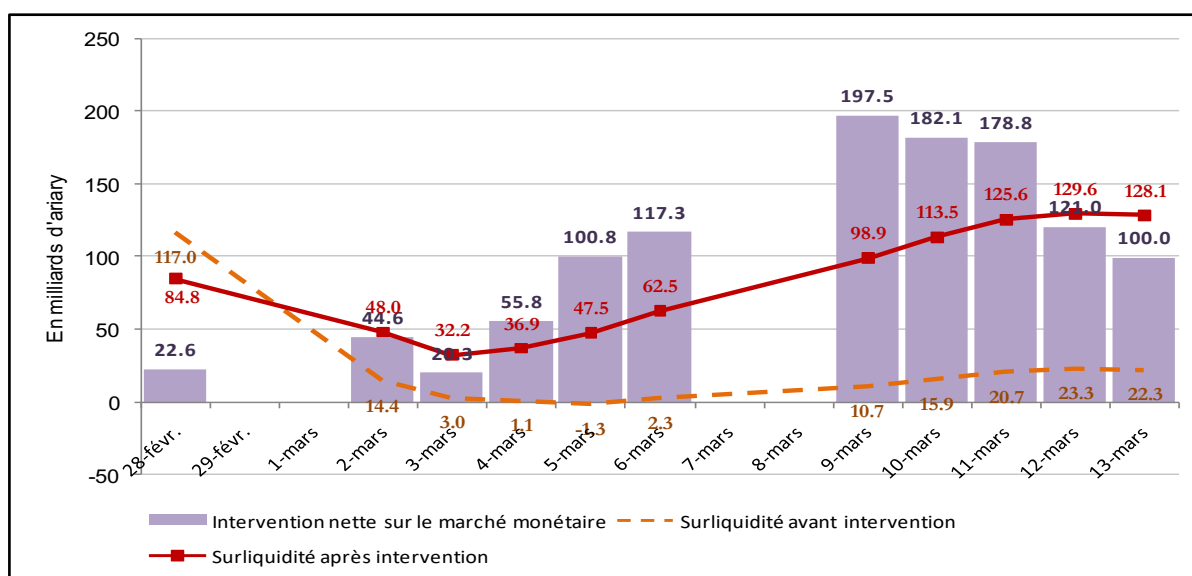
1. Évolution de la liquidité au cours des deux dernières semaines

En 2020, la liquidité bancaire a encore connu une baisse de 19,3 milliards Ariary sur les deux premiers mois de l'année si elle n'a jamais enregistré une variation négative sur une même période des années antérieures.

Au cours des deux dernières semaines, outre les facilités de prêt marginal obtenues quotidiennement par quelques banques, BFM a dû injecter à son initiative de la liquidité (100,0 milliards Ariary le 6 mars et 120,0 milliards Ariary le 13 mars) afin de renflouer le gap de trésorerie des banques qui n'aurait pas dû se produire à une telle période de l'année.

Les années antérieures ont été toujours marquées par une abondance de la liquidité bancaire au mois de mars, contrairement à ce qui se passe actuellement. Sans les interventions menées par BFM, la surliquidité n'a pas dépassé les 23,3 milliards Ariary depuis le 2 mars dernier, alors que ce montant ne constitue qu'une marge de manœuvre très limitée pour les banques par rapport à la liquidité de précaution de 100,0 milliards Ariary estimée pour le système.

Le graphique ci-après détaille l'évolution de la liquidité (avant et après intervention), ainsi que les interventions nettes de BFM sur le marché monétaire au cours des deux dernières semaines :



2. Prévision de liquidité jusqu'à fin mars 2020

Les hypothèses suivantes ont permis d'estimer l'évolution de la liquidité jusqu'à fin mars :

- Les banques vont faire augmenter la circulation fiduciaire par des retraits nets en numéraires, notamment à l'approche du 29 mars et de la fin du mois,
- Le niveau des réserves en devise serait quasiment stable,
- Un faible déficit des opérations de l'État augmenterait la liquidité bancaire d'environ 10,0 milliards Ariary seulement.

Sans intervention de BFM sur le marché monétaire et malgré une prévision d'insuffisance de liquidité de 15,8 milliards Ariary à la date du 31 mars 2020, le système bancaire serait excédentaire de 80,3 milliards Ariary, en moyenne sur le mois, à cette même date.

3. Quelques pistes d'orientation de la politique monétaire

- Cette année, le niveau de la surliquidité dans le système bancaire a déjà commencé à fléchir pour avoisiner 9,0% des réserves obligatoires en février, alors que sur la même période des deux dernières années, celui-ci se situait encore à plus de 60,0% des réserves requises. Cette situation risque de s'aggraver sur les prochains mois, étant donné que l'arrivée de la campagne vanille, les échéances des impôts sur le revenu des sociétés et le rapatriement de dividendes vers l'extérieur pourraient renforcer la pression sur la liquidité des banques, sans parler des conséquences éventuelles de la pandémie COVID-19.
- Devant ce contexte, BFM reste attentif et présent en permanence sur le marché afin d'accompagner les banques par des opérations d'injection de liquidité en cas de choc. Ses interventions sur le marché peuvent basculer d'un sens à l'autre en fonction de la situation qui prévaut dans le système bancaire.
- En somme, malgré cette prévision à la diminution de la liquidité bancaire, la modification du niveau des autres instruments de politique monétaire (taux des facilités permanentes et coefficient des réserves obligatoires) ne constitue pas pour le moment une urgence et pourrait attendre la première réunion ordinaire du Comité monétaire prévue au début du mois de mai 2020.

E. SUR LA CROISSANCE ECONOMIQUE (Simulation Moyen et Long terme)

Etant donné que le coronavirus n'a pas encore touché Madagascar, son impact sur l'économie de Madagascar se transmet à travers plusieurs canaux. Les deux principaux canaux sont les exportations et les importations. La présence de coronavirus à Madagascar aggravera encore davantage cette situation car l'origine de l'arrêt d'activités sera à l'intérieur même du pays.

Des exportations malgaches peuvent être purement et simplement bloquées, y compris le tourisme, à cause du ralentissement ou des suspensions des échanges avec les pays où la présence de ce virus est confirmée. Si ces produits d'exportation n'ont plus d'autres issues (nouveaux marchés) alors cela affecte leur production et ce ralentissement se transmet aux autres dues aux interrelations entre les activités économiques. Il s'ensuivrait une baisse des revenus et peut être même de pertes d'emplois et en somme la baisse de la croissance du PIB.

Les importations malgaches sont également soumises à des contraintes à cause de la réduction des trafics avec nos pays fournisseurs, principalement la Chine. Cela concerne les produits nécessaires pour le fonctionnement des entreprises, les produits d'investissement, etc. S'il n'y a pas de substitution possible alors cela affecte aussi le niveau de production et comme pour les exportations affectera la croissance.

Le ralentissement des activités et par conséquent la baisse de la demande globale, pourrait par contre réduire la tension sur les prix. On connaît qu'actuellement les frais de transport maritime en connaît et diminue. Il en est de même pour le prix du pétrole.

1. Méthodologie, Hypothèses et scénarii considérés par les simulations sur la croissance

Les simulations ont été réalisées sur la base de l'architecture du Tableau Ressources Emploi de la comptabilité nationale actuellement en vigueur à Madagascar, mise à jour et rébasé (nouvelle année de base l'année 2007), suivant le standard du SCN-93, et avec l'assistance technique du FMI.

Suite aux décisions successives prises par le Président de la République depuis samedi 14 mars qui peut se résumer à une fermeture de tous les aéroports de Madagascar à tous vols transportant de passagers pour 30 jours, le confinement pour 15 jours de la population d'Analamanga et de Toamasina, on a considéré quelques scénarii et hypothèses ci-après :

- Scénario 1 : suspension des vols aérien de passagers de 3 mois avec la Chine et 1 mois avec les autres pays et le confinement de 15 jours pour Analamanga et Toamasina,
- Scénario 2 : suspension des vols aérien de passagers de 3 mois avec la Chine et des trois mois avec les autres pays et le confinement de 3 mois pour Analamanga et Toamasina,
- Scénario 3 : suspension des vols aérien de passagers de 3 mois avec la Chine et des trois mois avec les autres pays et le confinement de 3 mois pour tout Madagascar.
- Scénario 4 : suspension des vols aérien de passagers de 6 mois avec la Chine et des trois mois avec les autres pays et le confinement de 6 mois pour tout Madagascar.

En outre on suppose que les autres activités économiques continuent normalement, il n'y a pas d'impact sur l'éducation car même s'il y a suspension pendant le confinement on supposera qu'on pourra rattraper le retard au cours de l'année.

On supposera aussi que les marchandises circuleront normalement au sein du pays (aucune restriction sur aucun produit) et entre Madagascar et le reste du monde (importation et exportation) et enfin que l'effet du ralentissement de l'économie mondiale sur l'économie de Madagascar sera négligeable.

2. Résultats des simulations

La simulation montre un impact perceptible même pour le scénario 1 d'est dire les impacts possibles des mesures prises par le Gouvernement jusqu'à ce jour. En effet, l'impact sur le PIB passe d'une contraction

de plus de 1 en point de pourcentage pour le scénario 1, à une contraction de plus 3 pour le scénario 2, jusqu'à une contraction de presque 7 en point de pourcentage au cas où tout Madagascar est en confinement pendant 3 mois et jusqu'à une contraction de presque 14 en point de pourcentage au cas où tout Madagascar est en confinement pendant 6 mois.

Les branches d'activités les plus affectées sont les branches des activités fortement dépendantes du tourisme et celles qui sont tournées vers le marché intérieur. Il s'agit des branches suivantes : « Administration publique », « Hôtels-restaurants », « Transport de passager », « Commerce », « Alimentaire, boisson et tabac », « Services rendus aux ménages » et les branches « Agriculture » et « Élevage ». Les impacts sont les suivants :

- La première branche la plus fortement affectée est la branche « Administration publique », c'est l'impact logique de la suspension des activités non-essentiels à lutte contre le coronavirus,
- Elle est suivie par la branche « Services rendus aux ménages ». Ce sont des services non-essentiels mais importants pour les ménages. Il s'agit entre-autres des services de spectacles, services liés aux sports ou récréatifs, les coiffures et soins de beautés, etc.
- La branche suivante est l'« Agriculture ». C'est l'effet combiné de la baisse de la demande des ménages et des touristes.
- La branche impactée suivante est la branche « Hôtels-Restaurants ». C'est l'activité qui assure l'hébergement et la nourriture des touristes lorsqu'ils sont hors de chez eux. Cette branche explique (contribution au PIB) pour plus de la moitié de la croissance du PIB. Dans une moindre mesure, cette baisse est expliquée par la baisse de la demande au niveau des restaurant et des bars des ménages.
- La branche « Commerce » et la branche alimentaire subiront le choc directement dû à la baisse des achats des ménages et des touristes particulièrement les produits artisanaux et les produits alimentaires, boissons et tabacs et indirectement dû à la baisse des activités en général.
- La branche suivante est la branche « Transport de passager ». C'est elle qui assure le déplacement des touristes depuis leur lieu de résidence jusqu'à Madagascar et le déplacement des touristes à dans le pays. Cet effet est dû aussi à l'arrêt des activités des transporteurs (bus, taxi, transport urbain...),
- Et enfin, les branches « Élevage et Pêche » reçoivent des effets de la baisse de la demande des ménages et des effets induits de ce choc à cause de la baisse des approvisionnements des restaurants lié à la baisse du tourisme. Ces effets n'affectent pas la production de l'élevage (de même pour l'agriculture), surtout pour l'année en cours. Ils se traduiraient plutôt par une baisse de la demande et par conséquent une baisse des prix des produits agricoles et de l'élevage par la suite une réduction des revenus des agriculteurs et donc des paysans.

Les chiffres présentés dans le tableau ci-après traduisent les reculs engendrés par la crise actuelle sur le taux de croissance de 5,7% prévu pour 2020 (cadrage macroéconomique de la LFI2020 avant Covid-19).

	<i>Scénario 1</i>	<i>Scénario 2</i>	<i>Scénario 3</i>	<i>Scénario 4</i>
PIB	-1,01	-3,15	-6,69	-13,89
Primaire	-0,49	-1,76	-5,42	-10,88
Secondaire	-0,27	-0,89	-2,30	-4,69
Tertiaire	-1,78	-5,39	-10,10	-21,25
Impôts sur les biens et services	-0,59	-1,95	-4,86	-9,96
Consommation finale publique et privée	-0,61	-3,67	-10,12	-21,31
Importation	-0,52	-1,70	-4,23	-8,89
Exportation	-1,74	-2,70	-2,70	-5,22
Taux de croissance du PIB en 2020 (partant de l'hypothèse initiale de 5,7%)	4,69	2,55	-0,99	-8,19

Source : Simulation avec le modèle TRE / Direction de la Comptabilité Nationale et Modélisation / INSTAT

F. SUR LES CONDITIONS DE VIE DES MENAGES : **Enquête par téléphone Vague 1 (1 au 15 Juin) et Vague 2 (août 2020)**

Approche méthodologique

- 1 240 ménages ayant répondu à l'enquête, répartis dans trois strates dans l'ensemble du territoire national : « zones urbaines confinées », « autres urbains » et « zones rurales ».
- Période de collecte : **PREMIERE MOITIE DU MOIS DE JUIN**, pour cette première vague. Première moitié du mois de Juillet pour la deuxième vague (résultats disponibles fin juillet).
- Mise en place d'un centre d'appel à l'INSTAT : 30 agents enquêteurs-callers et 5 encadreurs.
- Un travail de « Tracking téléphonique » a été réalisé avant l'enquête proprement dite, pour pister le numéro de téléphone utilisé par les ménages et les sensibiliser à participer à l'enquête.
- Sur la base d'un questionnaire type que la Banque Mondiale met en place dans plusieurs pays d'Afrique, l'INSTAT a élaboré un questionnaire mis au contexte malagasy.
- L'Enquête a bénéficié d'un appui technique et surtout financier de la Banque Mondiale dans le cadre du Projet StatCap : achat de téléphone avec crédit illimité, mise en réseaux et connexion, agents enquêteurs et consultants nationaux etc.

1. Niveau de connaissance sur la pandémie :

- En ces débuts du mois de juin 2019, la quasi-totalité des ménages étaient déjà bien informés sur la présence de la maladie à Madagascar.
- Les canaux d'information habituels (TV et radio) sont les sources d'informations les plus utilisés par les ménages : Radio (80%) et TV (55%). Seulement 18% des ménages ont affirmés s'être informés ou être informés par les autorités locales.
- De façon spontanée, plus de 80% des ménages sont également bien informés sur la désinfection fréquente des mains et le port de masques comme mesures de prévention de la contamination. Le fait de rester à la maison est plus une directive du Gouvernement : seulement 20% des ménages estiment que cette mesure est nécessaire.
- Plus de 95% des ménages connaissent au moins un symptôme du COVID – 19, et autant connaissent au moins un numéro pour contacter le CCO COVID.

2. Opinions sur les mesures de confinement :

- Plus de 80% des ménages sont satisfaits des mesures prises par le Gouvernement, et qu'en général, plus de 60% des ménages ont une perception positive sur les actions du Gouvernement dans ce contexte.

3. Comportement et réactions vis-à-vis de la pandémie :

- L'enquête a permis de confirmer qu'il y a effectivement une adhésion populaire sur le respect de certaines gestes barrières : 9 personnes sur 10. Par contre, le confinement n'a été respecté que par près de 60% des ménages.
- En présence des symptômes, 84% des ménages prend le réflexe de se rendre dans les cantres de santé ou chez leur médecin habituel. Un ménage sur 4 ont essayé d'appeler le numéro vert du CCO et près de 7% ont spontanément pris des Tambavy comme le CVO.

4. Approvisionnement et accès aux besoins essentiels :

- Moins de 25% des ménages ont eu des difficultés à se procurer des besoins essentiels à usage préventif comme les médicaments et les cache-bouches, en raison de la hausse des prix.
- 47% ont déclaré avoir des difficultés à acheter des alcools et gels alcooliques en raison de la rupture de stock dans les points de vente tandis que 37% ont un problème sur les prix de ces produits.
- Environ la moitié des ménages dans les zones urbaines confinées ont eu des difficultés à s'approvisionner en riz. La hausse des prix en est la principale raison.

- 14% des ménages ont eu besoin de soins médicaux depuis le début de la pandémie à Madagascar. L'apparition des symptômes comme la fièvre, la fatigue et le stress sont les principales raisons de ces besoins de soins médicaux (64%). Et environ 90% des ménages ont pu bénéficier d'un traitement médical suite à l'apparition des symptômes qui pourraient avoir un lien avec la pandémie COVID.
- 36,3% des ménages ayant des enfants scolarisés avant le confinement sont en contact en permanence avec les enseignants durant la période de confinement, et cela par le biais des entrevues face à face.

5. Impacts économiques :

- Quatre branches d'activités économiques sont principalement touchées par ce fléau en termes de perte d'emplois : la Restauration et de l'Hébergement (61%), le Transport (38%), la Transformation et la Fabrication (13,8%) et le Commerce (12,8%). La branche Agriculture et en général les emplois indépendants (services personnels) ont résisté.

6. Emplois et rémunération et revenus en général :

- Le milieu urbain confiné s'est vu la plus forte perte d'emploi pour les ménages : 1 emploi sur 4.
- 43% des pertes d'emploi sont liés aux restrictions de temps de travail (couvre-feu etc.) et 18% liés au manque d'activité et de débouchés (chômage technique, restrictions de déplacement...)
- La grande partie de ménage (39%) préfèrent ne pas avancer de possible délai du retour à la normale, tandis que 20 sont très pessimiste sur un retour avant 3 mois.
- 40% des emplois perdus n'ont reçu aucun paiement ou compensation et 24% ont reçu un paiement partiel et 33% ont été reçu un paiement normal.
- 64,4% des ménages ont vu leur revenu diminué depuis le début de la pandémie.

7. Sécurité alimentaire :

- 4,2% des ménages malagasy se trouve en situation d'insécurité alimentaire sévère (ayant passé certains jours sans rien manger du tout), la situation est plus grave en milieu urbain (environ 8%). Auxquels s'ajoutent 23,5% ayant sauté au moins un repas par jour.
- Plus de 60% des ménages enquêtés ont exprimés que la crainte de « ne pas avoir assez de nourriture pour son ménage » est la pire situation qu'ils ont vécue durant les 30 derniers jours de l'enquête.
- 54% ont réduit leur niveau de consommation : moins de repas par jours

8. Chocs et mécanismes amortisseurs

Les chocs les plus fréquemment subis par les ménages depuis le début de la pandémie ont été, par ordre d'importance décroissante,

- Augmentation du prix des principaux aliments consommés. Suite au confinement, les ménages, à tort ou à raison, redoutent une pénurie ;
- Baisse du prix de vente de la production et augmentation du prix des intrants, très ressentis en milieu rural. Cela entraîne une baisse de revenu et du pouvoir d'achat.
- Perte d'emploi, très fortement ressenti dans la strate "Urbains confinés"
- Vol de récolte, d'argent, de bétail ou d'autres biens, surtout en milieu rural.

9. Stratégies adoptées :

- 40% des ménages se sont résignés à leur sort face à la crise : ils n'ont rien fait face à un choc qui les a touchés : la plupart des ménages de la même communauté vivant dans la même situation. Le nombre de ménages en situation d'exclusion, en dehors de tout système d'entraide sociale, risque d'augmenter.
- La réduction de la consommation reste la principale stratégie adoptée : 29% des ménages ayant réduit leur consommation alimentaire auxquels s'ajoutent 17% pour les produits non alimentaires.

G. SUR LA MICROECONOMIE DES ENTREPRISES

(Enquête par téléphone Vague1 : 10 juin au 15 juil.2020)

1. Approche méthodologie

- Période de collecte : 10 juin au 15 juillet 2020.
- Echantillon : 2.255 entreprises stratifiées selon la forme juridique, le type de zone et la branche d'activités. SA exhaustive ; SARL et EI tirage permettant une estimation à 5 points près de pourcentage avec un niveau de confiance de 95%.
- Base de sondage : Répertoire des Etablissements et Répertoire des contribuables actifs.
- Méthode de collecte :
 - o Interview par téléphone et saisie par tablette ;
 - o Web avec assistance par téléphone ;
 - o Plateforme : Survey Solutions.
- Résultats : 1263 entreprises dont 320 hors-champs, soit 943 valides.
- Redressement : calage sur les CA par activités fournis par la DGI.

2. Contexte

- Commerce extérieur en recul sur la période de mars à mai 2020 :
 - o Exportation : Glissement annuel en valeur de -33% ; expliqué principalement par nos exportations au niveau des Etats-Unis d'Amérique et de la France.
 - o Importation : Glissement annuel en valeur de -28% ; forte contribution de nos importations de France, Inde, Chine et Emirats Arabes Unis.
- Régression de la création des Etablissements au cours du 2nd trimestre 2020 :
 - o Glissement trimestriel : -60%
 - o Glissement annuel : -62%

3. Impacts sur les activités des entreprises

3.1. Situation des entreprises au moment de l'enquête

- 32,05 % des entreprises fermées dont 6,86 % définitivement. Parmi les entreprises ouvertes, 59,62 % partiellement.
- 46,35 % des entreprises touristiques fermées
- Parmi les micro-entreprises, au moment de l'enquête, 33,54 % ont suspendu leurs activités contre 14,99 % des grandes entreprises.

3.2. Les facteurs affectant le fonctionnement des entreprises

- Demande en baisse depuis le 15 janvier 2020 (71% des entreprises)
- Le tourisme le plus touché avec 89% des entreprises déclarant une baisse de la demande contre 70% pour les branches hors tourisme.
- Baisse du taux d'occupation (96% des entreprises), du nombre de réservation (97% des entreprises) et du nombre de clients (93% des entreprises) pour le secteur Tourisme.
- Les branches de : « Commerce », « Agriculture et pêche » les plus touchées à plus de 90% déclarant cette baisse.
- Baisse de la production pour 93% des entreprises.

- Baisse de la production pour 100% des micro-entreprises, 81% des petites entreprises, 32% des moyennes entreprises et 59% des grandes entreprises.
- Baisse de la production pour 95% des entreprises individuelles et 71% des sociétés.
- Détérioration de trésorerie pour 63% des entreprises.
- Difficultés à honorer leurs engagements pour 44% des entreprises.
- Service financier, offre insatisfaisant pour 33% des entreprises.
- Approvisionnement : perturbé pour 36% des entreprises, indisponibilité et hausse de coûts comme principaux problèmes ; sociétés (44%) plus en difficulté que les entreprises individuelles (16%).

3.3. Impact sur les ventes

- Glissement annuel du chiffre d'affaires de -46,9% au mois de Mai 2020, soit une baisse de 3 394 milliards d'Ariary en valeur.
- La perte du chiffre d'affaires de 91,3% au niveau des entreprises du secteur tourisme, et de 65,1% pour les entreprises individuelles.
- Chiffre d'affaires en hausse pour 0,93% des entreprises :
 - o Toutes opérationnelles dont 65% ouvertes en temps normal.
 - o se distinguent par l'utilisation des plateformes numériques.

3.4. Impact sur l'emploi

- 17,0% des emplois (soit 91 593 emplois) perdus au cours des 30 jours précédant l'enquête.
- Réduction de nombre d'heure de travail pour 26,7% des employés dont 12,5% sans baisse de rémunération
- Sociétés moins favorables à cette mesure de diminution d'heures de travail que les entreprises individuelles.
- 3,8% des employés à plein temps nouvellement embauchés et 2,9% ont augmenté les horaires de travail.
- Sociétés ont préféré l'embauche (5,4% d'employés à plein temps) tandis que les EI l'augmentation d'horaires de travail (3,8% d'employés à plein temps concerné)

3.5. Réponse des entreprises à la crise par licenciement

- 13,6% des entreprises ont été obligées de licencier durant les 30 derniers jours précédant l'enquête
- Le fait de licencier est fonction croissante de la taille des entreprises : 10,6% des micro-entreprises ont dû licencier contre 30,3% des grandes entreprises.

4. Mécanisme d'ajustement des entreprises

4.1. Les mesures barrières

- 93% des entreprises en activités durant les mois de juin et juillet ont appliqué des mesures de prévention contre la propagation du coronavirus pour leur personnel.
- Port de masque en milieu de travail respecté.
- Port de masque, lavage régulier des mains et distanciation sociale au moins d'un mètre, adoptés par plus de la moitié des entreprises.

4.2. Utilisation des plateformes numériques

- 8% des entreprises ont commencé ou ont augmenté l'utilisation des plateformes numériques.

- Les entreprises utilisent les moyens de solution numérique principalement dans les ventes, l'administration, et la gestion de la chaîne d'approvisionnement.
- Les modes de paiements électroniques n'intéressent que 16% des entreprises.
- 10 % des entreprises dans les zones confinées ont augmenté leur utilisation de plateforme numérique.
- 33% des entreprises ayant intégré des solutions numériques ont adopté le système de télétravail

4.3. Changement du prix des biens et services et changement de produit ou de service

- 21% ont augmenté le prix de leur produit ou service
- 48% des entreprises liées à la branche hôtel et restauration ont changé le prix de leurs produits/ services et 37% l'ont baissé
- 7% des entreprises ont changé leurs produits/ services : tourné vers les produits de santé (soit 59% des entreprises concernées).

4.4. Mécanisme d'ajustement propre aux micro-entreprises

- 6% des micro-entreprises ont dû transférer leur lieu de travail
- 7% des micro-entreprises sont confrontées au problème lié à la vente d'une partie de leurs équipements

5. Les mesures d'assistance

- Mesures prioritaires souhaitées par les entreprises : exonération ou réduction d'impôts et taxes (60,2%), report de paiement des obligations fiscales (59,5%), transfert de fonds (35,5%), octroi de prêts à taux subventionnés (25,1%) et une subvention salariale (24%).
- Entreprises Individuelles, micro-entreprises et PME les plus à demander un transfert de fonds. Tandis que les sociétés, surtout les grandes entreprises, la subvention salariale.

6. Prévisions à court terme : juillet à sept 2020 par rapport à la même période de 2019

- Projection probable : Variation de -48% des CA et de -15% de l'emploi.
- Scénario pessimiste : Variation de -59% des CA et de -41% de l'emploi.
- Scénario optimiste : Hausse de 9% des CA et de 29% de l'emploi